

Le secteur des télécommunications en Afrique du Sud

Le marché des télécommunications sud-africain représente 6% du PIB et figure parmi les plus avancés d'Afrique, en témoigne la tenue au Cap du salon annuel AfricaCom qui réunit l'ensemble de l'écosystème TIC et numérique présent sur le continent. Les groupes sud-africains MTN (téléphonie mobile) et DSTV-Multichoice (télévision payante) sont des acteurs dominants dans nombre de pays de la région. L'Afrique du Sud est notamment un marché mature pour le mobile, principal mode de communication de la population. Si le gouvernement souhaite accroître la couverture du haut débit et encourager la concurrence sur les services, notamment à travers son plan SA Connect, l'abandon des directives concernant l'octroi de licences pour le WOAN (Wireless Open Access Network) en mai dernier illustre les difficultés de mise en œuvre. La présence des entreprises françaises du secteur des TIC est significative, principalement dans le secteur des équipements, des infrastructures et des services aux entreprises.

1. Un secteur en plein croissance, dominé par les services mobiles

L'Afrique subsaharienne est la région à la croissance la plus rapide pour le secteur des télécommunications. En Afrique du Sud, le marché suit la même tendance et représente aujourd'hui près de 6% du PIB et près de 100 000 emplois. Le revenu total du secteur des télécommunications a ainsi augmenté de 28,6% entre 2015 et 2021, passant de 155,7Mds ZAR (9Mds EUR) à plus de 200,2Mds ZAR (12Mds Mds EUR) en 2019.

La croissance du secteur est portée par les investissements des entreprises privées, le secteur sud-africain des télécommunications disposant ainsi de l'un des réseaux d'infrastructures les plus avancés du continent. Sur les six dernières années, les investissements ont augmenté de 48%, passant de 23,64Mds ZAR (1,4Md EUR) en 2015 à 34Mds ZAR (2Mds EUR) en 2021. Près des deux tiers de ces investissements concernent les services mobiles.

Cinq sociétés de téléphonie mobile contrôlent le marché et contribuent à 94,9% du revenu total de l'industrie, appuyées par un réseau de télécommunications très développé et un taux de couverture national avoisinant les 100%. Vodacom, MTN, Cell C, Telkom Mobile et Rain offrent ainsi 103,2 millions d'abonnements ce qui correspond à 170% de la population sud-africaine, soit plus d'un abonnement par personne. Pour faire face à la demande exponentielle de haut-débit mobile, **l'Afrique du Sud mise notamment sur la 5G et fait ainsi partie des premiers pays d'Afrique sub-saharienne équipé** de cette technologie avec le Kenya et le Nigéria.

Par ailleurs, le marché de la téléphonie fixe, largement dominé par l'acteur historique parapublic Telkom (détenu à 39% par l'Etat sud-africain), ne cesse de se contracter. Le coût élevé résultant de cette absence de concurrence, associé à un faible niveau de service, a favorisé la croissance du marché mobile en Afrique du Sud – 98,6% des abonnements téléphoniques sont mobiles. Les services à haut débit, notamment le développement de la fibre, offrent toutefois un certain répit au segment de la téléphonie fixe. Ces dernières années, l'accent a été mis sur les réseaux en fibre optique pour étendre et améliorer la connectivité des services Internet. Le nombre de foyers raccordés à la fibre étant passé de 31,8k en 2015 à 1,38M en 2021, soit une augmentation de plus de 3 500%, qui a été rendue possible par le développement d'un vaste réseau de câbles sous-marins (annexe 1).

Le radiodiffuseur public sud-africain SABC (South African Broadcasting Corporation) et l'opérateur privé de télévision payante par satellite Multichoice DSTV sont à la tête du marché de la télévision sud-africain. Le secteur représente 35Mds ZAR (2Mds EUR) de revenus annuels et 3 400 emplois (-28% depuis 2015). Si le gouvernement avait, dès 2008, annoncé la migration de l'ensemble des transmissions analogiques vers le numérique, l'arrêt du signal analogique et la migration complète vers le numérique n'étaient pas encore finalisés au début de l'année 2022. A noter la présence du groupe français Vivendi/Canal+, qui a augmenté progressivement depuis 2020 sa participation dans le plus grand groupe de télévision par satellite d'Afrique, Multichoice-DStv, passant de 18,44 % du capital en juin 2022 à 26,26% en septembre dernier.

2. Un secteur réglementé qui vise à réduire la fracture numérique

L'Afrique du Sud n'a pas connu de révision majeure de sa politique en matière de télécommunications depuis la fin des années 1990, date de publication du Livre blanc sur les télécommunications et de la loi sur les télécommunications de 1996 qui en a découlé (*Telecommunications Act*). Cette loi a abouti à la privatisation partielle de l'opérateur historique Telkom en 1997 et à l'introduction d'un troisième opérateur de téléphonie mobile en 2002 (Cell C), à l'issue d'un processus d'attribution de licences long et très contesté. La loi d'amendement de 2001 n'a autorisé l'octroi de licences qu'à un seul opérateur de téléphonie fixe (Neotel) et le marché n'a pas été libéralisé davantage.

L'Autorité Indépendante des Communications en Afrique du Sud, ICASA (Independent Communications Authority of South Africa) est chargée de réglementer et d'encadrer le marché des télécommunications dans le pays. Créée en 2000 par la loi ICASA, elle est le fruit d'une fusion entre l'Office Indépendant de la Diffusion (IBA) et l'Office Sud-Africain de la Réglementation des Télécommunications (SATRA). Son rôle principal est d'accorder les licences d'exploitation pour les télécommunications et la radiodiffusion et de contrôler la gestion du spectre. Si le régulateur, sous tutelle du ministère de la communication, a fourni des efforts importants pour réduire le coût des données et des télécommunications en général, il reste en proie à de nombreuses critiques, notamment suite au retard d'attribution des fréquences 5G.

Le gouvernement sud-africain a fait de la réduction de la fracture numérique et de l'accès au haut débit une priorité nationale en 2013 avec le lancement du programme SA Connect. Le projet, divisé en deux parties, a pour objectif de permettre à chaque Sud-Africain d'accéder à une connexion à haut débit pour un coût raisonnable. La première phase du projet, qui a servi de module d'expérimentation, a porté sur la fourniture de la connectivité Internet de 10 Mbps à près de 970 administrations publiques essentielles dans huit municipalités. La seconde phase du grand projet d'inclusion numérique, approuvée par le cabinet du président Ramaphosa en janvier 2022, vise à doter 80 % des administrations publiques, des communautés et des ménages d'un accès au haut débit au cours des trois prochaines années, notamment grâce au concours de la State Information Technology Agency (SITA), Broadband Infracore, Sentech, ainsi que de certaines entreprises privées.

Toutefois, en mai 2022, le gouvernement a décidé d'abandonner ses directives concernant l'octroi de licences pour le WOAN, Wireless Open Access Network, proposition phare pour remédier au manque d'infrastructures, notamment dans les zones rurales. Ce nouveau report de la mise aux enchères illustre les difficultés des décisions politiques dans le secteur des télécommunications sud-africain. Cette inertie est une mauvaise nouvelle pour le pays, qui prend ainsi du retard dans le déploiement et le développement de la nouvelle technologie 5G et peine à réduire la fracture numérique du très haut débit.

3. Présence française

Le groupe Orange est présent en Afrique du Sud via quatre structures distinctes : Orange Business Services (OBS), Orange Marine (câbles sous-marins), Globecast (télédiffusion) et Orange Horizon (filiale dédiée au service aux particuliers dans les pays où Orange n'exploite pas de licence). La plus importante est OBS qui emploie une cinquantaine d'employés et fournit des solutions de communications aux entreprises et aux administrations du monde entier.

TRACE est une marque internationale et un groupe de médias dédié à la musique et au divertissement afro-urbain (TV, radio, digital, studios, distribution de contenus, événements, magazine, mobile). Depuis 2003, TRACE possède et exploite 30 services numériques et mobiles, 23 chaînes de télévision payantes et 7 stations de radio FM disponibles dans 180 pays et atteignant 200 millions de téléspectateurs et d'auditeurs. En Afrique du Sud, Trace est présent à Johannesburg et au Cap avec des studios de production et représente environ 30 emplois directs. Le groupe a également lancé récemment une plateforme de formation en ligne, Trace Academia, dont le développement a été réalisé à Johannesburg.

On distingue également la présence de compagnies françaises telles que Canal+ / Vivendi, à travers sa participation dans Multichoice DStv, Atos, Gemalto – Thalès, Eutelsat, Digital Virgo ou encore Evina.

Annexe 1 - Les câbles sous-marins en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est bien connectée au réseau international. Les câbles WACS, SAT-3/WASC, SAFE et plus récemment Equiano de Google et Telkom atterrissent sur la côte ouest de l'Afrique du Sud, tandis que SEACOM, EASSy, SAFE et METISS atterrissent sur la côte est de l'Afrique du Sud. Le câble 2Africa atterrira au CLS de MTN à Dufnefontein.

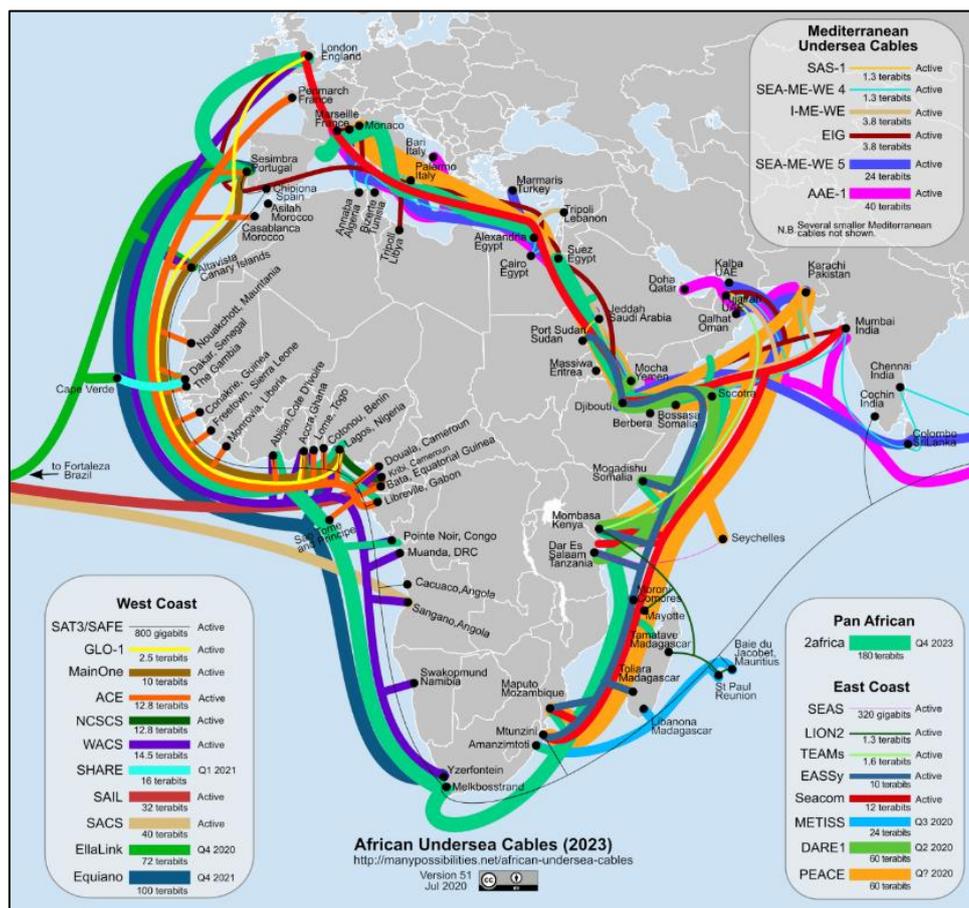
Trois stations d'atterrissage de câbles sur la côte est de l'Afrique du Sud :

- Mtunzini CLS (Telkom) pour SAFE (2002) et EASSy (2010).
- Mtunzini CLS (Liquid Telecom) pour SEACOM (2009).
- Amanzimtoni CLS (Liquid Telecom) pour METISS (2021).

Trois stations d'atterrissage de câbles sur la côte ouest de l'Afrique du Sud :

- Melkbosstrand CLS (Telkom) pour SAT-3/WASC (2002) et SAFE (2002), Equiano (2022).
- Yzerfontein CLS (Telkom) pour WACS (2011)
- Dufnefontein CLS (MTN) pour ACE et 2Africa (en construction)

Les français Orange Marine et Alcatel Submarine Network sont deux leaders mondiaux du marché des câbles sous-marins et sont notamment présents dans la région australe.



Le réseau de câbles sous-marins existant et en projet en Afrique (2020)